

William Oualid, un professeur engagÃ©

Description

Les images et documents dâ??archives en lien avec cet article sont exposÃ©s dans la galerie [Cinq professeurs victimes](#)

Source de lâ??image : *Blanche Camus, [Portrait de William Oualid]*, S.D., collection privÃ©e

[TÃ©lÃ©charger](#)

NÃ© le 26 janvier 1880 Ã Alger, William Oualid obtient son baccalaurÃ©at Ã s lettres en 1897 et part lâ??annÃ©e suivante Ã©tudier en Grande-Bretagne. De retour en AlgÃ©rie en 1901, il effectue son service militaire et prÃ©pare une licence Ã lâ??Ã©cole de droit dâ??Alger, quâ??il obtient en 1904. Lâ??Ã©tablissement ne dÃ©livrant pas de titre au-delÃ ce diplÃ©me, il se rend alors en mÃ©tropole et soutient Ã lâ??universitÃ© dâ??Aix-en-Provence une premiÃ¨re thÃse de doctorat en Ã©conomie politique en 1906 (*Le LibÃ©ralisme Ã©conomique en Angleterre*), puis une seconde en sciences juridiques en 1907 (*Le Nantissement immobilier en droit indigÃ©ne algÃ©rien*). DÃ©sireux de prÃ©parer lâ??agrÃ©gation dâ??Ã©conomie politique, il Â« monte Â» Ã Paris, mais Ã©choue Ã deux reprises au concours, en 1908 et en 1910. Toutefois, il arrive premier Ã celui de rÃ©dacteur au ministÃre du Travail, et devient rÃ©dacteur stagiaire en mars 1911, tout en Ã©tant chargÃ© de confÃ©rences Ã la facultÃ© de droit de Paris jusquâ??au dÃ©clenchement de la guerre.

EngagÃ© volontaire en 1914, il est envoyÃ© en premiÃ¨re ligne sur la Marne, oÃ¹ il est griÃ©vement blessÃ© (il est dâ??ailleurs citÃ© Ã lâ??ordre de son rÃ©giment en juillet 1917 et obtient la croix de guerre). AprÃ¨s sa convalescence, en raison de sa bonne connaissance de lâ??anglais, il est versÃ© dans le corps des interprÃ©tes militaires, puis affectÃ© auprÃ?s de lâ??armÃ©e britannique, pour laquelle il remplit dâ??importantes missions lors de visites de plusieurs personnalitÃ©s anglaises ou amÃ©ricaines sur le front (il est dâ??ailleurs dÃ©corÃ© de la *Military Cross*). Successivement promu adjudant (octobre 1914), sous-lieutenant, puis lieutenant, il est ensuite nommÃ© sous-chef de cabinet dâ??Albert Thomas, ministre socialiste de lâ??Armement et des Fabrications de guerre (jusquâ??au 12 septembre 1917), puis chef du service de la Main dâ??Ã©uvre Ã©trangÃre (Ã compter de 1918), rattachÃ© au ministÃre du Travail.

Au sortir du conflit, William Oualid nâ??a pas renoncÃ© Ã son projet professionnel originel et obtient, dâ??s 1919, lâ??agrÃ©gation (il est classÃ© au 3^e rang). Toutefois, avant de prendre un poste dâ??enseignant, il se voit confier plusieurs missions diplomatiques Ã lâ??Ã©tranger : dâ??abord Ã Varsovie, par le prÃ©sident PoincarÃ©, en qualitÃ© de plÃ©nipotentiaire ; en 1921 ensuite, lorsquâ??il participe Ã la rÃ©daction de plusieurs traitÃ©s concernant lâ??immigration et les conditions de travail des ouvriers ou quâ??il est membre de la reprÃ©sentation du gouvernement franÃ§ais Ã la ConfÃ©rence internationale de lâ??Ã©migration qui se tient Ã GenÃve. Ces diffÃ©rentes missions lui valent notamment dâ??Ãªtre Ã©levÃ© au rang de chevalier de la LÃ©gion dâ??honneur en 1922, dâ??officier de la Couronne dâ??Italie et de

commandeur de l'Ordre *Polonia Restituta*.

En parallÃ¨le, William Oualid est nommÃ© professeur titulaire Ã la facultÃ© de droit de Strasbourg en 1921, sur la 3^e chaire d'Ã©conomie politique dont les enseignements sont composÃ©s d'un cours de doctorat, ainsi que d'un cours d'histoire des doctrines Ã©conomiques. Il assure Ã©galement (et ce jusqu'en 1924) les fonctions de directeur de l'Institut statistique d'Alsace-Lorraine. ChargÃ© des cours de lÃ©gislation et Ã©conomie rurales, mais aussi d'Ã©conomie politique Ã la facultÃ© de droit de Paris Ã compter de mai 1923, il continue nÃ©anmoins, jusqu'en la fin de l'annÃ©e, Ã dispenser ses enseignements Ã Strasbourg (notamment de doctorat : science financiÃ're et histoire des doctrines Ã©conomiques).

Professeur sans chaire Ã la facultÃ© de droit de Paris de 1925 Ã 1929, il enseigne les principes de droit public et assure, Ã partir de 1928, les enseignements de doctorat de lÃ©gislation industrielle et sociale, dont il devient un spÃ©cialiste incontestÃ©. En aoÃ»t 1930, il obtient la chaire de lÃ©gislation et Ã©conomie rurales (oÃ¹ il succÃ©de au professeur Joseph Hitier), puis celle d'histoire des doctrines Ã©conomiques en 1934 (occupÃ©e jusqu'alors par Auguste Deschamps), avant la chaire d'enseignement des principes de droit public en mars 1935 (oÃ¹ il prend la suite de Louis Germain-Martin). TrÃ>s apprÃ©ciÃ© de ses collÃ¨gues et de ses Ã©tudiants pour ses qualitÃ©s pÃ©dagogiques, il enseigne aussi l'Ã©conomie et la science financiÃ're et monÃ©taire dans de nombreux Ã©tablissements d'enseignement supÃ©rieur : Institut national agronomique (comme maÃ®tre de confÃ©rences Ã partir de 1930, puis professeur en 1933), Ã?cole coloniale, Ã?cole supÃ©rieure de l'aÃ©ronautique, Ã?cole supÃ©rieure de l'intendance, Ã?cole des hautes Ã?tudes commerciales, Ã?cole de haut enseignement commercial pour les jeunes filles, Institut national d'orientation professionnelle dont il est trÃ©sorier, Institut d'urbanisme de l'universitÃ© de Paris (dont il est directeur-adjoint en 1929, puis directeur de 1937 Ã 1940).

DÃ©bordant d'activitÃ©, William Oualid poursuit sa carriÃ're universitaire et scientifique en publiant un nombre considÃ©rable d'articles et en prÃ©fÃ©rant plusieurs thÃses et ouvrages. Mais il est aussi homme d'action et n'hÃ©site pas Ã mettre ses compÃ©tences au service de plusieurs instances Ã©tatiques : Conseil national Ã©conomique, dont il est rapporteur en 1930 ; Conseil supÃ©rieur du travail, dont il est membre pendant plusieurs annÃ©es ; ministÃ're de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, en tant que directeur de cabinet du ministre en 1926 (quelques jours seulement, car le cabinet est trÃ>s rapidement renversÃ©) ; et auprÃ;s du gouvernement du Front populaire pendant les grÃves de 1936, en qualitÃ© de surarbitre (c'est notamment par son intermÃ©diaire qu'il est rÃ©glÃ© le conflit entre patrons et ouvriers de la mÃ©tallurgie parisienne).

Son expertise lui permet par ailleurs d'accomplir de nombreuses missions scientifiques Ã l'étranger : Luxembourg en 1922, Madrid en 1924 (auprÃ's de l'Association internationale du progrÃ's social) ; Rome en 1929, Berlin en 1931 et Londres en 1935 (aux congrÃ's internationaux d'urbanisme) ; Rome encore en 1931 (au CongrÃ's international pour l'étude scientifique des questions de population) ; Chicago en 1933 (au CongrÃ's pour l'avancement des sciences) ; Lisbonne en 1934 et 1935 (Ã l'Institut franÃ§ais et Ã l'universitÃ© de Coimbra). De mÃame, en France, il intervient Ã Lyon en 1934 (comme rapporteur gÃ©nÃ©ral au CongrÃ's de l'Union internationale des villes) ; Ã Paris en 1937 (comme rapporteur gÃ©nÃ©ral du CongrÃ's international du progrÃ's social) et 1938 (comme

rapporteur gÃ©nÃ©ral du CongrÃ¨s international des finances publiques ; il est dÃ??ailleurs membre reprÃ©sentant la France au ComitÃ© de l'Association internationale des finances publiques).

Enfin, William Oualid se distingue par des engagements multiples dans la citÃ© ; notamment au sein de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), dont il est un membre actif Ã partir de 1924 et oÃ¹ il sâ??occupe plus particuliÃ?rement des questions financiÃ?res et de doctrine, de la laÃ?citÃ©, des fonctionnaires, de l'Alsace et des Ã©trangers (il rÃ©dige dÃ??ailleurs de nombreux rapports et notes sur l'immigration ouvriÃ?re). Fort logiquement, cette prÃ©occupation pour les travailleurs migrants le conduit Ã?galement sâ??intÃ©resser au sort des rÃ©fugiÃ©s juifs, Ã travers le Foyer franÃ§ais, association (Ã laquelle William Oualid adhÃ?re en 1928) crÃ©Ã©e lâ??initiative de membres de la LDH pour aider l'Ã©tablissement en France et l'Ã?instruction des juifs Ã?trangers. Il publie aussi plusieurs articles (notamment en 1939 dans *Les Cahiers des droits de l'homme*) pour sensibiliser Ã la question et proposer de Â« venir utilement au secours de ces malheureux, en adoucissant, en leur faveur, l'application de dÃ?crets-lois de plus en plus sÃ©vÃ?res Â». Il sâ??investit Ã?galement dans les principaux organes du judaÃ?sme franÃ§ais : Consistoire Ã travers notamment le ComitÃ© de vigilance crÃ©Ã© en 1936 (pour apporter une rÃ©ponse Ã la montÃ©e de l'antisÃ©mitisme), mais aussi comme vice-prÃ©sident (en 1936 encore) de l'Organisation Reconstruction Travail (dont lâ??une des ambitions est dâ??entretenir des Ã©coles de formation professionnelle pour les jeunes juifs) ou comme vice-prÃ©sident (dÃ?s 1937) du comitÃ© central de l'Alliance israÃ?lite universelle. TrÃ?s prÃ©occupÃ© par le sort des juifs dâ??Europe centrale, il co-signe (dÃ?s 1940) un communiquÃ© du Consistoire central pour flÃ©trir la barbarie des Â« persÃ©cutions hitlÃ©riennes Â» et exprimer sa Â« certitude que la France et ses alliÃ©s [â?i] remporteront, sur le gÃ©nie du mal, la victoire nÃ©cessaire Ã la paix Â».

AprÃ;s la dÃ©bÃ¢cle, William Oualid est affectÃ© l'universitÃ© de Montpellier, mais sâ??il rejoint bien la ville, il nâ??y prend jamais son poste, car il est rÃ©voquÃ© en application de la loi du 3 octobre 1940 portant sur le statut des juifs, admis Ã la retraite Ã compter du 21 dÃ©cembre 1940 par un arrÃ?tÃ© du 16 juin 1941. Il Ã©crit au moment de sa rÃ©vocation au doyen Georges Ripert, son collÃ?gue Ã la facultÃ© de droit de Paris, pour lui attester quâ??il quitte la facultÃ© Â« le cÅ?ur gros mais la tÃ¢te haute, certain de nâ??avoir jamais failli au serment Â» quâ??il avait prÃ?tÃ© en y entrant. Il forme deux demandes successives pour Ãatre rÃ©intÃ©grÃ© en vertu de l'article 8 de ladite loi, lequel autorise en effet le Conseil dâ??Ã?tat Ã prononcer des dÃ?rogations pour Â« services exceptionnels rendus [â?i] dans les domaines littÃ©raire, scientifique et artistique Â». La premiÃ?re est rejetÃ©e le 17 dÃ©cembre 1940, en dÃ?pit du fait que Oualid bÃ©nÃ©ficie du soutien du secrÃ©taire dâ??Ã?tat Ã l'Instruction publique et Ã la Jeunesse, lequel a proposÃ© son maintien dans les cadres. Quant Ã la seconde requÃ?te, formÃ©e par le mÃ?me ministÃ?re, elle est refusÃ©e au motif que le dossierâ?i est incomplet !

Fort du vÅ?u Ã?mis lâ??unanimement en dÃ©cembre 1940 par le conseil des professeurs de l'Institut national agronomique en faveur de sa rÃ©intégration, le secrÃ©taire dâ??Ã?tat Ã l'Agriculture dÃ?cide Ã son tour, en mars 1941, de soutenir sa dÃ?marche. Ses homologues de l'Instruction publique et du Travail lui emboitent le pas, ainsi que le ministre des Affaires Ã?trangÃ?res, mais lâ??instruction du dossier piÃ©tine jusquâ??en avril 1942. Malheureusement, Ã cette date, et en dÃ?pit d'un ultime avis favorable, Ã?mis cette fois par Xavier Vallat,

commissaire gÃ©nÃ©ral aux Questions juives, le projet de dÃ©cret proposÃ© par le Conseil dÃ??tat nÃ??a aucune suite et William Oualid nÃ??est pas rÃ©intÃ©grÃ©. Durant ces annÃ©es sombres, son destin se confond dÃ??autant mieux avec celui de ses coreligionnaires quâ??il est aussi frappÃ© par la loi du 7 octobre 1940 abrogeant le « dÃ©cret CrÃ©mieux » (1870) fixant le statut des juifs indigÃ“nes dÃ??AlgÃ©rie, mÃªme sâ??il bÃ©nÃ©ficie de la dÃ©rogation prÃ©vue pour les anciens combattants de la Grande Guerre.

AprÃ"s son sÃ©jour Ã Montpellier, William Oualid se rend Ã Marseille, devenue ville refuge et nouveau centre de gravitÃ© des juifs de France exclus et traquÃ©s, mais aussi Ã Lyon, pour des rÃ©unions du Consistoire central. Car, privÃ© de ses divers enseignements, il renforce son activitÃ© au sein des associations juives dÃ??assistance auxquelles il appartient depuis plusieurs annÃ©es dÃ©jÃ : Consistoire, Alliance israÃ©lite universelle et Organisation Reconstruction Travail. Il sâ??investit ainsi trÃ"s fortement dans la commission juridique du Consistoire central (qui fournit une aide aux demandeurs de dÃ©rogations Ã l'application du statut des juifs et aux victimes dÃ??une lÃ©gislation antisÃ©mitique complexe) et dans la commission de l'information (en charge de la coordination des dÃ©marches officielles de la communautÃ© juive auprÃ"s des autoritÃ©s de Vichy). Il devient surtout prÃ©sident de l'Organisation Reconstruction Travail pour la France. Câ??est Ã ce titre quâ??il se retrouve au cÅur des discussions induites entre novembre 1941 et janvier 1942 par la crÃ©ation de l'Union gÃ©nÃ©rale des institutions juives de France (UGIF) par le gouvernement de Vichy. En effet, Xavier Vallat, alors commissaire gÃ©nÃ©ral aux questions juives, demande Ã neuf dirigeants des principales associations juives de faire partie du conseil dÃ??administration de cette nouvelle union destinÃ©e Ã absorber les associations existantes et Ã les placer sous le contrÃ©le du commissariat gÃ©nÃ©ral. Suite Ã un refus unanime, Vallat reÃ§oit les reprÃ©sentants en question le 12 dÃ©cembre 1941. PlacÃ©s devant le fait accompli, ils espÃ"rent tout de mÃªme arriver Ã renÃ©gocier les contours de l'UGIF. Cette responsabilitÃ© a Ã©tÃ© confiÃ©e Ã Oualid, porte-parole de la dÃ©lÃ©gation. Les objectifs principaux sont de ne pas intÃ©grer Ã l'UGIF les institutions cultuelles, mais seulement celles dÃ??assistance ; de ne pas en faire la voix dÃ??une communautÃ© juive franÃ§aise dÃ©finie par Vichy ; de ne pas l'alimenter des fonds issus des spoliations des biens juifs. Si la discussion semble ouvrir des portes, la publication dans la foulÃ©e au *Journal officiel* de la crÃ©ation de l'UGIF sans aucune des modifications demandÃ©es fait que Vallat se heurte Ã un second refus fin dÃ©cembre. Il envoie alors un dernier message aux diffÃ©rentes personnalitÃ©s pressenties pour le conseil dÃ??administration en affirmant, quoique de maniÃ"re relativement floue, quâ??il agira selon les conditions posÃ©es durant l'entrevue de dÃ©cembre. DÃ's lors, trois attitudes se dessinent chez les dirigeants des associations : certains refusent la participation, certains acceptent sans conditions, et certains, dont Oualid, acceptent au nom de la prÃ©servation des Ã‰uvres, tout en Ã©mettant des rÃ©serves. Oualid est ainsi nommÃ© au conseil dÃ??administration de l'UGIF en janvier 1942. Il nâ??y reste cependant que briÃ"vement, le quittant pour se consacrer plus pleinement Ã la direction de l'ORT.

Exclu de la facultÃ©, engagÃ© dans dÃ??autres missions, Oualid nâ??en conserve pas moins son titre de professeur dans ses Ã©changes. Il va mÃªme jusqu'Ã envoyer une lettre au journal *Le Temps* en rÃ©action Ã un de leurs articles sur la formation des urbanistes paru dÃ©but fÃ©vrier 1942. La correspondance, publiÃ©e dans l'Ã©dition du quotidien du 2 mars 1942 est signÃ©e Ã« Professeur W. Oualid. Directeur de l'Institut d'urbanisme de l'universitÃ© de Paris ». L'Institut en a-t-il eu vent ? Toujours est-il que Pierre Lavedan, qui nâ??Ã©tait encore que directeur Ã titre provisoire depuis le 1^{er} septembre 1940, devient directeur par dÃ©cision du

conseil dâ??administration du 26 fÃ©vrier, suivant un arrÃ?tÃ© du 19 mars 1942.

Le 15 novembre 1942, victime dâ??une affection pulmonaire, William Oualid dÃ©cÃ©de Ã Penne dâ??Agenais (Lot-et-Garonne), quelques jours seulement aprÃ?s lâ??invasion allemande de la zone sud. Il rÃ©siste les hommages du ministÃ“re du Travail, des organisations juives dont il a fait partie, et de la facultÃ© de droit de Paris ; Ã cet Ã©gard, cependant, on ne peut passer sous silence la rhÃ©torique â?? empreinte de mauvaise foi â?? qui parsÃ“me lâ??Ã©loge funÃ“bre du doyen Ripert, selon lequel William Oualid a Ã©tÃ© « sÃ©parÃ© de la FacultÃ©, malgrÃ© lui, malgrÃ© elle [â?i] Son Ã©loignement [â?i] laissait une espÃ“rance, mais maintenant nous sommes obligÃ©s de nous rÃ©signer au souvenir dâ??un collÃ“gue qui Ã©tait aimÃ© de tous. AprÃ?s une carriÃ“re exceptionnellement brillante, Ã lâ??heure oÃ¹ sâ??affirmait le bonheur de sa vie, il a connu lâ??amertume de lâ??exil par lâ??application dâ??une loi qui nâ??aurait pas dÃ» atteindre des hommes tels que lui Â» ; et dâ??ajouter, pour conclure : « A-t-il connu avant de mourir la dÃ©cision qui, dâ??aprÃ?s ce qui mâ??a Ã©tÃ© dit, allait Ãªtre prise en sa faveur, pour le relever dâ??une dÃ©chÃ“ance qui nâ??aurait pas dÃ» lâ??atteindre ? Je ne le sais pas encore. Jâ??espÃ“re quâ??il aura eu cette derniÃ“re joie. Â»

Lui qui a Ã©tÃ© mis Ã la retraite dâ??office le 26 dÃ©cembre 1940 est rÃ©intÃ©grÃ© dans ses fonctions, Ã titre posthume, Ã compter du 21 dÃ©cembre 1940, par lâ??arrÃ?tÃ© du 7 dÃ©cembre 1944 (paru au *Journal officiel* une semaine plus tard). AprÃ?s la LibÃ©ration, il est citÃ© Ã lâ??Ordre de la nation le 7 aoÃ»t 1946.

Vincent Bernaudieu, docteur en histoire contemporaine

Indications bibliographiques

« Base de donnÃ©es Spirojuris Â», Laboratoire de recherche historique RhÃ¢ne-Alpes (LARHRA), <http://siprojuris.symogih.org/>

« AcadÃ©mie de Paris. Archives des facultÃ©s de droit, de pharmacie, thÃ©ologie, lettres et sciences, 1803â??1959 ; services rectoraux, 1821â??1961 (1803â??1961) Â», Archives nationales, AJ/16/1911.

« AcadÃ©mie de Paris. Papiers de lâ??administration acadÃ©mique concernant les enseignements supÃ©rieur, secondaire et primaire, xix^e siÃ“cle Â», Archives nationales, AJ/16/1333.

« Archives du Conseil dâ??Ãtat (1905â??1958) Â», Archives nationales, AL/4430, AL/4439.

« Ã?tat civil en AlgÃ©rie Â», Archives nationales dâ??Outre-mer.

Assan ValÃ©rie, « IsraÃ«l William Oualid, juriste, Ã©conomiste, professeur des UniversitÃ©s (Alger, 26 janvier 1880 â?? Villeneuve-sur-Lot, 15 novembre 1942) Â», dans *Archives Juives*, vol. 46, nÃ° 1, 2013, <https://doi.org/10.3917/aj.461.0130>, p. 130â??143.

Schor Ralph, *L'antisÃ©mitisme en France dans l'entre-deux-guerres*: prÃ©lude Ã Vichy, « Historiques », n° 144, Bruxelles, Complexe, 2005.

Schwarzfuchs Simon, *Aux prises avec Vichy*: histoire politique des Juifs de France, 1940-1944, « LibertÃ© de l'esprit », Paris, Calmann-LÃ©vy, 1998.

Singer Claude, *Vichy, l'universitÃ© et les Juifs*: les silences et la mÃ©moire, Paris, Les Belles lettres, 1992.

Pour citer cet article

Bernaudeau Vincent, « William Oualid, un professeur engagÃ© », dans *Exclure, persÃ©cuter, rÃ©intÃ©grer. Des victimes de la lÃ©gislation antisÃ©mitique Ã la facultÃ© de droit de Paris (1940-1945)* [exposition en ligne]. BibliothÃ©que interuniversitaire Cujas, 2025, <https://expo-victimes-vichy-faculte-droit-paris.bibliothequecujas.fr/william-oualid/>.

Date

08/12/2025